

CT DO : UN TOURNANT DANS LE DIALOGUE SOCIAL ?

Ce mercredi 17 novembre s'est tenu le premier CT DO en présentiel (pour les titulaires) depuis maintenant près de deux ans. Pour FO, il était important de revenir sous cette forme d'échanges, les réunions en visio n'étant pas très propices à un dialogue social qui s'est fortement dégradé depuis la mise en place des RO.

Les espoirs ont été vite déçus au fur et à mesure de la réunion. En particulier, le DO a expliqué vouloir revoir la place des OS dans le processus d'étude et de mise en œuvre des projets espaces (voir paragraphe ci-dessous), pourtant impactants en termes d'organisation du travail. Pire, et d'une façon générale, il dit voir dans le dialogue social une entrave à une avancée rapide des projets de la DO ! Les OS ont dû lui rappeler que ceux-ci ne peuvent aboutir qu'avec l'acceptation des personnels et donc avec un dialogue avec elles !

Dans tous les cas, c'est avec inquiétude que FO entame cette nouvelle ère dans laquelle la DO nous entraîne.

Bilan de l'été 2021 et perspective 2022 : la DO veut innover !

La DO a tout d'abord rappelé que lors de l'été dernier, la France a été responsable de 40% des retards en route relevés par Eurocontrol. Les raisons avancées : une reprise tardive du trafic, une saisonnalité accrue avec des cœurs de semaine moins chargés mais des week-ends où le trafic était parfois supérieur à 2019, mais aussi... des agents sous-entraînés, des absences imprévisibles (dues à la vaccination ?), et des positions FMP sous expérimentées en raison des rotations d'effectifs... Mais surprise, grâce au retour des Xp en fin de saison, la fin de l'été a été meilleure !

Conclusions à en tirer pour 2022 : s'assurer que les agents passent bien en simulateur, renforcer la capacité les week-ends, avoir une meilleure visibilité sur les congés et réfléchir sur les taux de congé à certaines périodes, orienter les recyclages, recourir aux vacances complémentaires, réfléchir à la gestion des pauses, à la multiplication des sous-vacances... Autrement dit, ajouter encore de la souplesse aux Xp RH qui ne suffiraient plus ! Pour FO, deux questions se posent : dans quel cadre ? Et pour quel résultat ?

Pontoise : un calendrier tenable ?

L'arrêté de déclassement de Pontoise est validé, la date retenue est le 1er décembre 2022. Le nouveau BO est porté à 8 contrôleurs d'aérodrome et l'APP est transférée au Bourget.

Afin de permettre la formation pratique des TSEEAC, la DO prévoit de déclasser provisoirement les TMA en G suivant des créneaux à définir.

Pour FO cette date pose un problème : un agent TSEEAC arrivé en septembre n'a toujours pas pu débiter sa formation pratique. Un second, sortie ENAC, sera affecté en février 2022. Mais une fois qualifiés, ces agents resteront combien de temps à attendre le déclassement pour pouvoir avoir leur mention d'unité et toutes les rémunérations associées ?

Ces choix de la DO pourraient entraîner un préjudice dans la carrière de ces agents, ce que condamne FO.

Fourchette d'effectifs qualifiés CRNA, CDG, Orly : où est la méthode ?

La DO a présenté un jeu de vase communiquant entre CRNA pour renforcer la capacité du CRNA SE en vue de l'été prochain : +1 pour la zone est du CRNA Sud-Est et -1 au CRNA Ouest et au CRNA Sud-Ouest. Ces baisses sont justifiées par la DO par le déplafonnement des Approches au FL195... qui avait justement pour objectif de renforcer la capacité de ces CRNA !

L'ensemble des OS a demandé le retrait de ce point, ce qui a été refusé. Après interruption de séance, les OS ont obtenu un vote où toutes se sont exprimées contre. La DO a toutefois maintenu le +1 au CRNA Sud-Est, en attendant d'affiner le travail sur les fourchettes d'effectif des autres CRNA.



Mandat projets espaces : la douche froide !

La DO a envoyé dans la précipitation plusieurs projets d'études la veille du CT. Leur nombre et leurs rédactions truffées d'erreurs ont conduit à un renvoi à une réunion « exceptionnelle » du GS Espace le 23 novembre 2021.

Le contenu n'étant toujours pas abouti, cette réunion s'avère peu fructueuse : les dossiers sont nombreux, la DO veut avancer si vite qu'elle peine à en justifier la valeur ajoutée en terme opérationnel.

Le calendrier prenant le pas sur l'opérationnel, des projets d'études sortent dont on ne sait où. D'autres, dépoussiérés à la hâte, se voient directement passer en phase de mise en œuvre... rapidement.

Mais, désormais, un seul fil conducteur conduit la DO dans ses projets pour les approches : le déclassement de toutes celles qui ne sont pas H24, justifié par la politique des SIV jointifs.

- Projet d'étude de reprise de l'APP de Deauville par Rennes : la DO met en concurrence ce dernier centre avec celui de Lille, laissant sous-entendre que le premier prêt à reprendre remporterait le morceau d'espace à venir en oubliant probablement que le trafic y est complexe et dense en été. Côté encadrement, malgré de nombreuses difficultés au SNA Ouest, ce dernier garantit pouvoir mener ce projet d'étude d'ici le mois de janvier 2022.
- Projet de Mise en œuvre de la reprise de l'APP de La Rochelle par Aquitaine : alors qu'à Bordeaux les difficultés RH sont telles qu'il est impossible d'ouvrir la salle IFR en journée, la DO décide d'aller à vau-l'eau, fermant la porte à toute discussion quant à une reprise par Nantes, opérationnellement plus cohérente.
- Projet d'étude de la reprise de l'APP de Biarritz par Aquitaine : pour rajouter encore plus de contraintes aux difficultés côté Aquitaine, la DO souhaite étudier un scénario de reprise, choquant au passage les agents de Biarritz qui ont découvert les intentions de leur Direction par le biais de documents envoyés la veille du CT.
- Projet de mandat d'étude de reprise de MNL par Strasbourg : un ancien dossier qui trouverait ici une nouvelle justification car non H24.
- Projets de mandats d'études de reprises d'espaces de Montpellier : alors que les GT n'avaient pas débuté, la DO semble imposer des orientations.
- Projet de mandat d'étude de reprise du secteur de SI de Seine par Strasbourg ou Bâle-Mulhouse : l'organisme de Seine peine à se maintenir à un effectif permettant de rendre les services en toute sécurité. Alors que les difficultés étaient avérées, la DO a choisi ce centre pour effectuer l'APP de Tours Val de Loire lors de l'intégration de cet aérodrome dans la DSNA l'été passé. Maintenant cet organisme doit faire des choix pour rendre le service du contrôle d'APP, tantôt au profit de Tours Val de Loire, tantôt pour celui de Chalons-Vatry. Le problème impacte le CRNA d'Athis.

FO s'inquiète de la quantité de dossiers d'une part portés si maladroitement, si abruptement et d'autre part le calendrier semble bien ambitieux.

Localement des personnels doivent être impliqués au plus tôt afin d'apporter leur expertise ; FO rappelle que des projets de ce type ne peuvent trouver une issue favorable qu'avec l'acceptation et l'accompagnement des personnels.

D'une façon générale, la méthode employée crée de l'inquiétude dans les centres : aujourd'hui certains sont menacés alors que d'autres, censés les reprendre, vivent déjà de grandes difficultés pour assurer leurs missions. De plus, pour FO, la mise en concurrence par la DO de candidats à la reprise d'approche ne peut que créer un climat malsain de compétition totalement inutile. FO demande à la DO de reprendre une démarche plus sereine, au cœur de laquelle les OS doivent jouer tout leur rôle !

Réorganisation des BTIV :

La DO a présenté un projet de regroupement des BTIV, projet déjà mis sur la table lors des négociations protocolaires suspendues. Afin de rendre « plus robuste » l'organisation du service d'alerte, l'idée est d'aboutir à terme à deux BTIV, le BTIV Nord et le BTIV Sud-Est, qui assureraient l'alerte sur l'ensemble du territoire H24. Autrement dit, 3 BTIV disparaîtront... et la réflexion est en cours sur les tâches de support aux Chefs de salle dans les CRNA où les BTIV fermeront.

FO s'inquiète de cette évolution du service d'alerte, d'autant plus que la DO souhaiterait pour assurer cette « robustesse » en tout temps, astreindre les agents des BTIV restants. La même astreinte est aussi apparue dans les débats sur la fusion BNI/BNIA, et FO s'opposera à toute réduction systématique du droit de grève dans le cadre des restructurations en cours.



CT DO

Surtout, dès lors qu'il s'agit de fermeture de centres, FO souhaite un GT et un vote en CT DO, ce qui à ce jour, n'est pas prévu... En lieu et place, la DO nous renvoie à une réunion explicative dont la date reste à fixer.

Point d'information sur les données voix

À des fins de recherche scientifique et d'innovation, la DSNA aimerait mettre en œuvre des traitements des enregistrements ATC échangés sur fréquence radio ou via téléphonie. Ces traitements permettraient de disposer d'outils de reconnaissance vocale afin d'apporter une amélioration de la sécurité (transcription à des fins d'analyse d'incidents), une formation aux personnels (enseignement assisté par ordinateur, automatisation de la chaîne de pseudo-pilotage), et d'outils d'assistance aux contrôleurs et aux pilotes.

Ce point a suscité de très (trop ?) nombreuses questions et la DO a finalement compris qu'il fallait organiser une réunion ad hoc prochainement. FO sera très vigilant sur l'utilisation de ces données et plus largement s'assurera du bien-fondé d'une telle initiative.

Questions diverses

Par manque de temps, les questions diverses n'ont pas été traitées. Enfin, il est faux de l'écrire : elles ont été traitées « à la volée », chaque OS étant appelée à déterminer une ou deux questions qui lui semblait « plus » importante. FO a refusé de jouer ce jeu, surtout que le DO s'est engagé à organiser des réunions bilatérales pour répondre aux autres questions. FO demande une réunion dédiée du CT DO pour traiter des questions diverses qui sont toutes d'importance et pour lesquelles l'ensemble des OS doit entendre la même réponse.

En particulier FO a interpellé aujourd'hui la DO sur deux de ses questions diverses pour lesquelles des réponses rapides doivent être apportées :

Vigie Trafic : il est apparu dans les discussions du GT dédiée à la création d'une licence ANSO que celle-ci ne serait pas suffisamment adaptée à la Vigie Trafic en raison d'une réglementation européenne spécifique. De plus, son entrée en vigueur imposerait aux agents de démontrer un niveau d'anglais opérationnel, et ce, au plus vite. Des tests MTF sont donc organisés dans la précipitation, ce qui n'est pas des plus « confortable » pour ces agents alors que la mise en œuvre de cette réglementation est prévue depuis longtemps. FO demande donc la création d'une licence spécifique pour la Vigie Trafic et l'application de « la loi du grand père » qui permettrait à l'ensemble des agents de la Vigie Trafic de bénéficier immédiatement de ses privilèges sans passer de test. Pour la suite l'administration doit faire bénéficier ces agents d'un programme d'anglais comme les contrôleurs afin de maintenir, voire d'améliorer leur niveau linguistique.

Cours d'anglais : plusieurs formateurs à la langue anglaise sous contrat CDD ont failli voir leur contrat non renouvelé en cette fin d'année. Une prolongation a heureusement été décidée. D'une façon générale, la DSNA souhaite initier une réflexion sur la formation à la langue anglaise sous sa forme actuelle et poser la question de l'externalisation de celle-ci. Cette solution serait une possibilité de gain d'ETP que la DSNA voudrait rediriger vers « le cœur de métier ».

FO dénonce cette vision des choses, les professeurs de langue étant un maillon essentiel du maintien de compétence des contrôleurs. Où en est exactement cette piste ? Quelle place la DSNA imagine pour les professeurs dans son projet ?

Ce CT DO a été l'occasion pour la DO de montrer sa nouvelle façon de voir le dialogue social, en particulier le peu de place qu'elle entend donner désormais aux OS dans ses projets de réorganisation.

Tous ces sujets très impactants pour les personnels nécessitent un dialogue serein et apaisé. Mais il est clair que ce n'est pas le chemin pris par la DO !

FO demande un retour à un dialogue social de qualité où les organisations syndicales prennent part pleinement dans les réflexions, et ce, dès le départ.

FO n'acceptera de n'être qu'un accompagnateur de projets déjà ficelés et imposés !

